

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JANVIER 2026



Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026



Objectifs du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) :

- ***Discuter des orientations budgétaires de la commune***
- ***Informar sur la situation financière***

Le DOB est une étape obligatoire conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT et doit se tenir dans un délai de deux mois avant le vote du Budget Primitif.

Un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) doit être présenté et comporter les orientations budgétaires pour les années à venir, les investissements envisagés, la situation de la dette, ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en valeur et l'évolution du besoin de financement annuel. ET, pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Le ROB présente les hypothèses retenues pour la construction du budget annuel qui est donc à ce stade en cours de préparation.

Les hypothèses retenues doivent permettre de garantir, sur le long terme, les équilibres budgétaires, et la solvabilité financière de la Ville.

Le bon équilibre est celui qui permet un programme d'investissements ambitieux pour les Carrillons.

Aussi, l'épargne et le délai de désendettement demeurent les éléments clé pour mesurer notre situation financière.

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026



SOMMAIRE

Contexte socio économique

- Environnement global
- Environnement des collectivités locales

Perspectives 2026

- Projection des résultats 2025
- Recettes de fonctionnement
- Dépenses de Fonctionnement

Programmation des investissements

- Bilan 2025 et RAR
- Bilan opérations
- Axes fin de mandat

CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE *

ENVIRONNEMENT GLOBAL

**Environnement
mondial**

France

Le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Il est donc proposé de mettre en perspective la dynamique de la commune avec les variables qu'elle ne maîtrise pas mais qui influent sur son quotidien comme les hypothèses en matière d'évolution de croissance, de l'inflation et de taux d'intérêt.

** Source Dossier Banque de France, FMI*

Environnement mondial

- *La croissance mondiale se stabilise en 2025 à 3,3% du fait des politiques monétaires menées par les banques centrales qui continue de juguler l'inflation. Elle serait attendue à 3,3% en 2026.*
- *L'inflation ralentira fortement en 2026 avec une prévision à 3%.*
- *La perduration des conflits régionaux, une croissance à moyen terme faible, un ralentissement de la consommation et des niveaux d'endettement publics important, les prévisions de croissance devraient rester stable, selon le FMI.*
- *Pour la zone euro, la croissance est attendue à 1,2% en 2026 après une année 2025 à + 1,3%.*
- *La politique monétaire de la BCE a conduit à une baisse de l'inflation qui atteindrait 2,1% en 2025 puis - de 2% en 2026.*

France

- *La France devrait connaître une augmentation de 0,9% de sa croissance en 2026.*
- *La dette publique serait de 115 % en 2026 (-2,4% par rapport à 2025) et le déficit public est évalué à 4,7% en 2026, selon le projet de loi de Finances.*
- *La France n'a toujours pas adopté de budget en 2026 et la crise politique semble s'éternise repoussant les mesures structurelles à plus tard.*

CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITÉS LOCALES*

Absence de loi de finances 2026

L'Assemblée Nationale n'a toujours pas adopté de loi de finances pour 2026 et le pays se retrouve dans la même position que l'année dernière.

CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITÉS LOCALES*

Loi spéciale

Pour l'instant, les dispositions de la loi spéciale votées le 26 décembre 2025 permettent uniquement à l'Etat et aux collectivités territoriales d'assurer l'accès aux ressources strictement nécessaires pour fonctionner, en attendant le vote d'une loi de finances pour 2026.

Il est vraisemblable que des ajustements interviendront après l'adoption du budget 2026 de l'Etat au niveau des collectivités territoriales.

Perspectives 2026 (Bilan provisoire 2025)

**Projection des
résultats 2025**

**Recettes de
fonctionnement**

**Dépenses de
fonctionnement**

Comme indiqué précédemment, le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Mais il s'inscrit également dans une dynamique propre. Il convient d'en intégrer les éléments pour la construction budgétaire.

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Au moment de la rédaction de ce ROB, des écritures comptables sont encore en cours. Ces résultats sont donc provisoires.



BILAN PROVISoire 2025 - BP/DM-CA 2025 En M€	BP/DM 2025 voté	CFU 2025 projeté
Recettes réelles de Fonctionnement	21,4	22,3
<i>Dont impôts directs</i>	10,4	10,5
Dépenses réelles de Fonctionnement	20,1	18,5
<i>Dont RH</i>	11,4	11,0
= Autofinancement	1,3	3,8
Recettes réelles d'Investissement	4,9	4,9
<i>Dont appel à l'emprunt</i>	0,0	0,0
Dépenses réelles d'Investissement	11,8	6,0
<i>Dont dépenses équipement et travaux</i>	10,8	5,0
= Besoin de financement	-6,9	-1,1

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026



Reprise des résultats (provisoires) du Compte financier unique 2025

FONCTIONNEMENT

Excédent estimé de la section
de fonctionnement au
31/12/2025

7 578 000 €

SOLDE RATTACHEMENTS 2025

- 665 000 €

*(208 K€ Recettes Fonctionnement –
873 K€ Dépenses Fonctionnement)*

**Solde de fonctionnement
à reprendre en 2026**

=

6 913 000 €

INVESTISSEMENT

Excédent estimé de la section
d'investissement au
31/12/2025

568 000 €

**RESTES À RÉALISER
À REPORTER SUR 2026**

- 2 116 000 €

*(0,8 M€ Recettes Investissement –
2,3 M€ Dépenses Investissement)*

**Solde d'investissement
à reprendre en 2026**

=

- 1 547 000 €

Résultat global 2025 = **5,4 M€**

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026



Rappel de la situation financière de la commune

- *Des taux d'imposition maintenus en 2026 comme en 2025*
- *Volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de rechercher des solutions pour continuer de mener à bien les projets de la ville.*

*Un encours de dette de 12,5 M€ au 31/12/2026 soit **834 € /hab.** (moyenne de la strate 2024 de 803 €/hab.)*

	2025	2026	2027
Capital restant dû au 31/12	13 540 510	12 510 987	11 459 967
Endettement par habitant (base INSEE 2025)	903	834	764

Une gestion efficace qui s'adapte à la situation de crise

Section de FONCTIONNEMENT

ROB 2026

**L'ensemble des données du compte financier unique 2025
demeure des données projetées jusqu'à clôture définitive de
l'exercice.**

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Fiscalité

Dotations

**Produits des
services**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITÉ : IMPÔTS ET TAXES

Rappel des taux 2025

TFPB 30,68% (30,68%) TFNB 64,66% (64,66%)

€	BP 2025	CFU 2025 provisoire	ROB 2026
Taxe Foncière Propriétés Bâties	8 798 027 €	8 879 614 €	8 962 297 €
Compensation TH <small>par coefficient correcteur</small>	1 400 734 €	1 438 685 €	1 438 685 €
Taxe d'habitation sur résidence secondaire	102 820 €	82 317 €	82 317 €
Taxe Foncière Propriétés Non Bâties	81 407 €	64 171 €	64 748 €
Rôles complémentaires	70 000 €	93 187 €	70 000 €
	10 452 988 €	10 557 974 €	10 618 047 €

Intégration de la revalorisation des valeurs locatives (+ 0,9%)

*L'hypothèse de produit retenue pour servir de base à la préparation budgétaire s'élève à 10 618 047 €, montant retenu **en attente de la notification des bases et de l'actualisation du coefficient correcteur par les services de l'Etat normalement en mars prochain.***

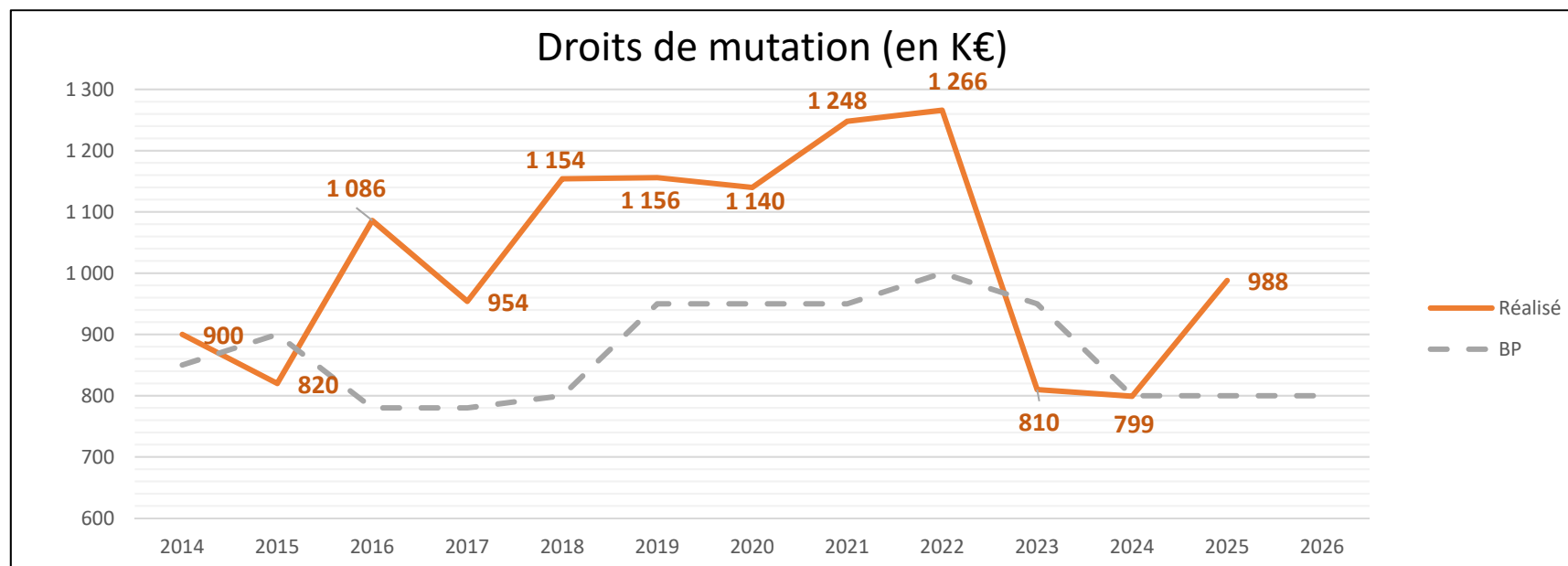
RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITÉ : DROITS DE MUTATION

Chiffrage basé sur le plancher des réalisés de l'année précédente

€	BP 2025	CA 2025 provisoire	ROB 2026
Droits de mutations	800 000 €	987 603 €	800 000 €



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITÉ : ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC)

Attributions de compensation		Variation
2017	3,979 M€	- 3,5%
2018	4,264 M€	+ 7,1%
2019	4,264 M€	=
2020	4,190 M€	-1,75%
2021	4,158 M€	-0,75 %
2022	4,158 M€	=
2023	4,158 M€	=
2024	4,158 M€	=
2025	4,158 M€	=
2026 (BP)	4,158 M€	=

Le projet de pacte financier, voté par la CASGBS en décembre 2021, fixe le principe, hors modification de périmètre, d'une stabilité des AC au niveau de celui de 2025. Sous réserve donc des propres contraintes qui se poseront à elle. 16

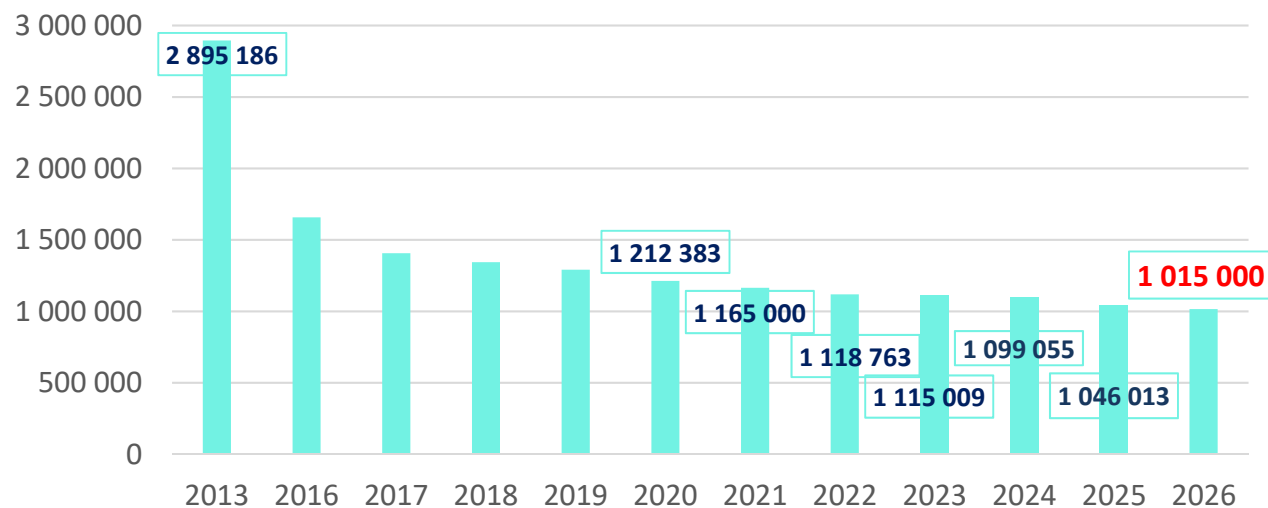
RECETTES DE FONCTIONNEMENT



DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

€	BP 2025	CA 2025 provisoire	ROB 2026
DGF	1 090 000 €	1 046 013 €	1 015 000 €
CAF	837 855 €	913 727 €	854 198 €*
Compensation (T.H &) T.F	70 000 €	93 187 €	70 000 €

DGF 2013-2026



Pour 2026, il est proposé de baisser le montant de la DGF de 3% car il s'agit de la baisse moyenne constaté sur les 3 derniers exercices.

* Des rendez-vous ont eu lieu avec la CAF pour affiner au maximum les prévisions de recettes

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



RECETTES DES SERVICES

Services Scolaires (restauration, garderie, études, TAP), Conservatoire de musique, Occupation du domaine public	
2018	2,722 M€
2019	2,761 M€
2020	2,115 M€
2021	2,115 M€
2022	2,537 M€
2023	2,575 M€
2024	2,688 M€
2025 Provisoire	2,805 M€
2026 BP	2,751 M€

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Placements financiers

En 2023, la ville s'est lancée dans une stratégie financière active visant à faire fructifier sa trésorerie. L'objectif affiché était un gain de **260 K€**.

- ➡ Achat de parts sociales Caisse d'Epargne, taux intérêts 3% = 55 K€ intérêts perçus
- ➡ Comptes A Termes Trésor public, 07/23 au 02/24 = 127 K€ intérêts perçus
- ➡ Comptes A Termes Trésor public, 03/24 au 06/24 = 43 K€ intérêts perçus
- ➡ Comptes A Termes Trésor public, 07/24 au 07/25 = 135 K€ intérêts perçus
- ➡ Comptes A Termes Trésor public, 07/25 à aujourd'hui = 75 K€ intérêts estimés*

La ville a donc dépassé l'objectif initial car le gain connu à date est de **360 K€, soit + 100 K€** par rapport à l'objectif initial. Les gains seront peut-être plus important si la trésorerie le permet notamment en fonction du rythme des investissements et notamment de ceux liés à l'opération de l'Ardente, des Pierrots et de la médiathèque.

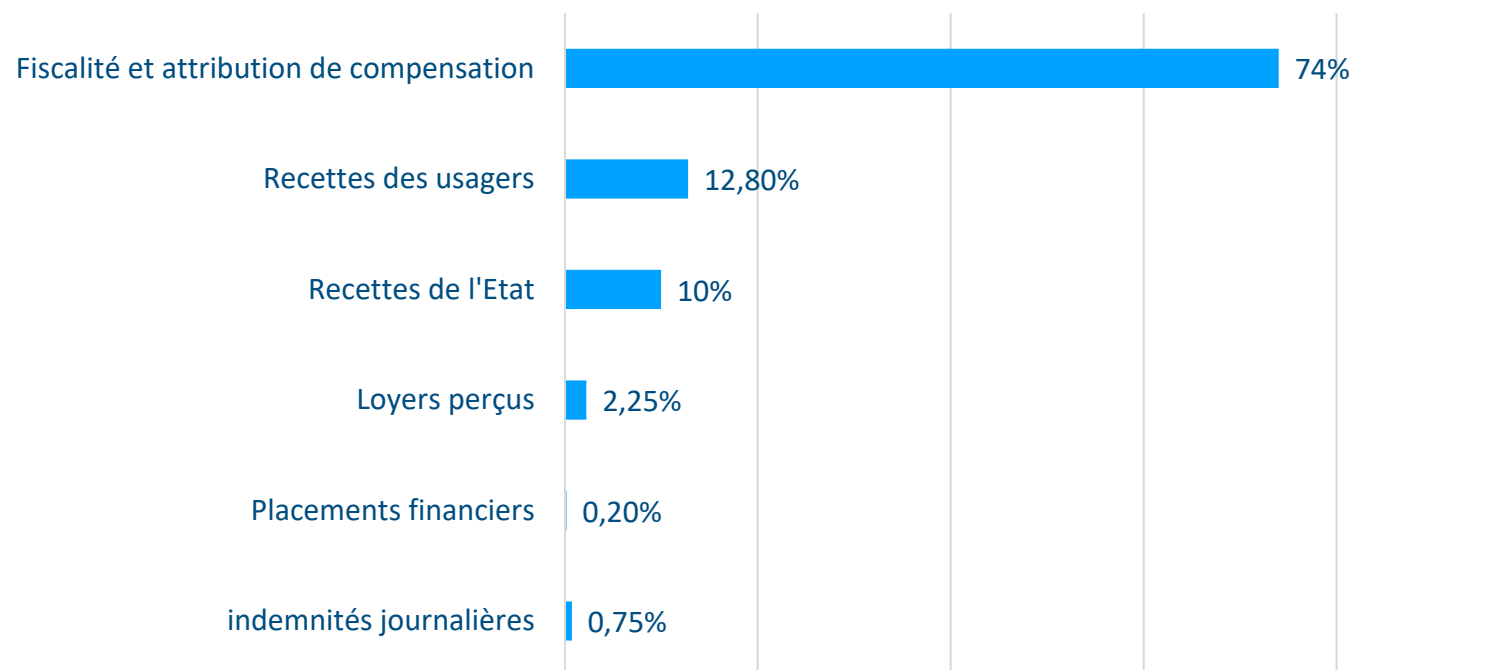
*Les intérêts sont estimés à 75 K€ si la ville laisse le placement dans son intégralité jusqu'au 23 juillet 2026.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Les recettes réelles de fonctionnement de la ville sont estimées à 21,2 M€ :

Compositions des recettes de fonctionnement



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

	2013	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
DGF*	2 895 186	1 405 890	1 343 403	1 291 251	1 212 383	1 164 474	1 118 763	1 115 009	1 099 055	1 046 013	1 015 000
RRF*	21 757 012	20 000 838	20 711 937	20 342 155	19 996 033	20 240 286	21 635 377	22 196 586	21 723 450	21 757 750	21 184 455
% des RRF	13,31%	7,03%	6,49%	6,35%	6,06%	5,75%	5,17%	5,02%	5,06%	4,81%	4,79%

* DGF = Dotation Globale de Fonction * RRF Recettes réelles de fonctionnement

	2013	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
FPIC*	65 398	285 478	423 359	430 239	430 239	448 250	433 909	418 943	395 844	370 163	385 000
Loi SRU*	6 766	66 382	55 643	51 459	56 042	61 797	93 106	90 912	121 866	133 183	140 000
DILICO										44 581	89 162
Etat	72 164	351 860	479 002	481 698	486 281	510 047	527 015	509 855	517 710	503 346	614 162

* FPIC = Fond de Péréquation Intercommunal et Cr * SRU = Solidarité et Renouvellement Urbain * DILICO Dispositif de Lissage Conjoncturel

La DGF a baissé de 65% depuis 2013 => Perte de - 1 880 186 €

A cela s'ajoute les **prélèvements de l'Etat** qui ont progressé (+751 %), essentiellement le FPIC et la pénalité relative à loi SRU, auquel s'ajoute le DILICO depuis 2025. Le DILICO devrait, à minima doubler en 2026.

Solde Net sur 12 ans : - 2 422 184 €

✓ 2 823 022 € en 2013

✓ 400 838 € en 2026

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Dépenses de
personnel

Charges à
caractère
général

Autres

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



CHARGES DE PERSONNEL

Masse salariale 2026 = 11,58 M€ **projetée en cours d'arbitrage**

(BP 2025 = 11,37 M€ CA 2025 = 11,04 M€)

- Nombre d'agents rémunérés : 294 correspondant à 237 ETP
- Nombre d'emplois permanents : 263
- Âge moyen : 45 ans
- Répartition H/F : 45 % d'hommes 55 % de femmes
- Glissement Vieillesse Technicité (GVT)
à **0,50 %** = soit 58 k€
- Augmentations réglementaires et obligatoires
 - ✓ Validations de services : 10 K€
 - ✓ + 4 points de cotisation patronales à la CNRACL : + 177K€
- Validations de services : 10 K€

Les augmentations expliquées :

- Glissement vieillesse technicité : 58k€ environ sont liés aux avancements d'échelons (vieillesse), de grades et promotions internes 2026 (technicité).
- Prévion d'augmentation de 177 K€ des cotisations à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) en fonction du projet de lois de finances pour 2026

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



CHARGES DE PERSONNEL

Répartition de la masse salariale

Traitement indiciaire	6 034 K€
Cotisations	3 406 K€
Régime indemnitaire	1 840 K€
Heures supplémentaires	185 K€
Avantages en nature	8 K€
Bonification indiciaire	40 K€
Hors masse salariale (Assurance, Prévention, CNAS)	189 K€

Évolution de la masse salariale

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 Prév	2026 Prév
11 741 857	11 080 495	9 803 260	10 371 439	10 460 805	10 597 335	10 819 288	10 716 987	10 683 845	10 952 018	11 035 100	11 580 339

👉 2008 à 2025 = montants payés

- + 3,5 % de point d'indice au 1^{er} juillet 2022
- + 1,5 % de point d'indice au 1^{er} juillet 2023
- + 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024
- + 3 points part patronale retraite CNRACL
- + 3 points part patronale retraite CNRACL

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL



Chapitre 011 : Projection 2026 = 6,0 M€ (BP 2025 : 6,3 M€, CA 2024 5,3 M€)

Dans un contexte incertain où le manque de visibilité lié à l'absence de loi de finances, la ville anticipe les ajustements budgétaires suivants :

→ Baisse des prévisions concernant les fluides (-488 K€) suite à la baisse du coût du prix des énergies et d'une prévision au BP 25 trop importante, revalorisation du coût des DSP relatives aux crèches de la ville en attente des négociations (+126 K€), baisse des contrats d'entretien et de maintenance (-118 K€), augmentation des assurances et frais juridiques (+75 K€) et augmentation location véhicule (+58 K€)

→ Les principales charges à caractère général

- | | |
|--|---|
| - 1 277 K€ DSP 4 crèches (négociation en cours) | - 272 K€ Assurances et frais juridiques |
| - 820 K€ Fluides et carburant | - 210 K€ locations de véhicules |
| - 768 K€ Restauration scolaire | - 159 K€ transports scolaires et sorties |
| - 584 K€ Contrats d'entretien et maintenance (voirie, bâtiments et équipements publics) | - 138 K€ Alimentations, fêtes et cérémonies |
| - 525 K€ Contrat pour le ménage et les produits d'entretien | - 118 K€ taxes foncières et autres taxes |
| - 396 K€ Fournitures (fournitures écoles, EPI, Fournitures de bureaux, livres médiathèque) | - 117 K€ Téléphonie, internet et affranchissement |
| | - 63 K€ Formations des agents |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



AUTRES

CHARGES DE GESTION COURANTE

€	BP 2025	CFU 2025 provisoire	ROB 2026
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	94 400 €	95 900 €	115 179 € arbitrage des demandes en cours
SUBVENTION CCAS	80 789 €	80 789 €	86 935 €

AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES

€	BP 2025	CFU 2025 provisoire	ROB 2026
LOI SRU	135 000 €	121 866 €	140 000 €
FPIC	440 000 €	395 844 €	410 000 €
SDIS	570 000 €	577 885 €	590 000 €

FRAIS FINANCIERS

Intérêts de la dette : **368 K€** (BP 2025 : 460 K€ CFU 2025 : 377 K€)

ÉVOLUTION ÉPARGNE NETTE



	2013	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 prov
Recettes Réelles de Fonctionnement hors cession	21 757 012	20 711 937	20 342 155	19 996 033	20 240 287	20 765 477	21 238 030	21 723 450	22 188 175	21 184 455
Dépenses Réelles de Fonctionnement	18 934 409	17 018 160	17 492 020	17 406 073	17 680 913	17 749 619	18 391 495	18 679 194	18 510 810	19 805 257
<i>Epargne Brute</i>	2 822 603	3 693 777	2 850 135	2 589 960	2 559 374	3 015 858	2 846 535	3 044 256	3 677 365	1 379 198
Rbt du capital de la dette	394 233	635 424	1 662 163	680 915	703 983	732 720	970 595	981 908	1 001 536	1 030 000
<i>Epargne nette</i>	2 428 370	3 058 353	1 187 972	1 909 045	1 855 391	2 283 138	1 875 940	2 062 348	2 675 829	349 198

Pas de cession en 2025 ni en 2026

Section d'INVESTISSEMENT

ROB 2026

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

Travaux

Restes à Réaliser : 2,3 M€

Crédits nouveaux à confirmer
après arbitrages budgétaires

Financements

Restes à Réaliser subventions : 0,2 M€
Fond de Compensation de la Taxe sur
la Valeur Ajoutée et Taxe
d'aménagement :
0,7 M€
Subventions nouvelles en cours
d'instructions
Autofinancement & amortissements

Dette

Emprunt d'équilibre non
nécessaire à ce stade

RECETTES D'INVESTISSEMENT



RESTES À RÉALISER 0,8 M€

→ Subventions : 0,2 M€

- 144 K€ subvention Région pour les lots A et E (EVS, Ludothèque et crèche)
- 23 K€ fonds de concours CASGBS pour le parc paysager
- 17 K€ subventions régionales pour projets participatifs
- 17 K€ Subvention CASGBS rénovation poste de police

RECETTES D'INVESTISSEMENT



FINANCEMENTS 1,8 M€

- FCTVA 617 K€
- Subvention Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) et agglomération pour les îlots fraîcheurs 430 K€
- Subventions budget participatif régionale 85 K€
- Subventions DETR et Régionale pour le parc Carrières Saint-Denis 510 K€
- Taxe d'aménagement 70 K€
- Amendes de police 65 K€
- Autofinancement via le résultat de 2025 à déterminer
- Emprunt d'équilibre à déterminer

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



RESTES À RÉALISER 2,3 M€

Dont reports principaux

- 1,223 M€ Acquisitions foncières (parcelles BI57 994 K€ [Sports en Rives de Seine], + frais évictions 236 K€)
- 183 K€ Piste cyclable et travaux enfouissement rue de la pâture
- 125 K€ Autres bâtiments publics
- 124 K€ Bâtiments scolaires et crèches
- 96 K€ reliquat travaux parc paysager
- 94 K€ Etudes opération Ardente, Pierrots et médiathèque
- 66 K€ Eclairage public
- 55 K€ Travaux dans les gymnase (hors opération Ardente)
- 50 K€ Travaux de voirie

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



DEMANDES 2026 : 3,6 M€

A ce stade d'élaboration budgétaire, tous les projets sont déjà passé une première fois en arbitrage. Cependant, rien n'empêche qu'un second arbitrage soit proposés

Dépenses d'équipements (gros entretiens, remises en conformité, réparations, améliorations) 3 629 K€ Dont :

Vidéo protection phase 4	484 K€
Etude opération Ardente, Pierrots et médiathèque	410 K€
3ème tranche modernisation de l'éclairage public (dont secteur caillebotte)	350 K€
Travaux bâtiments scolaires et crèches	340 K€
Travaux d'enfouissement réseaux télécom et éclairage route de Saint-Germain	325 K€
Achat logiciel et matériel informatique	245 K€
Enveloppe travaux urgents voirie	200 K€
Autres travaux et équipements voirie	192 K€
Travaux bâtiments publics (gymnases, CTM, ville, culturel)	190 K€
Travaux d'aménagement paysager parc de la mairie	100 K€
Achat de fonciers	98 K€
Travaux dans les gymnases (hors opération Ardente)	80 K€
Réfection du mur du jardin français côté grand bassin	80 K€
Déminéralisation rue de Montherlant et Ecole Maurice Berteaux	90 K€
Remplacement transformateur aux abords de la l'A14	65 K€
Système de contrôle d'accès des bâtiments	65 K€

Remboursement Emprunt

1 030 K€

DETTE - ROB 2025

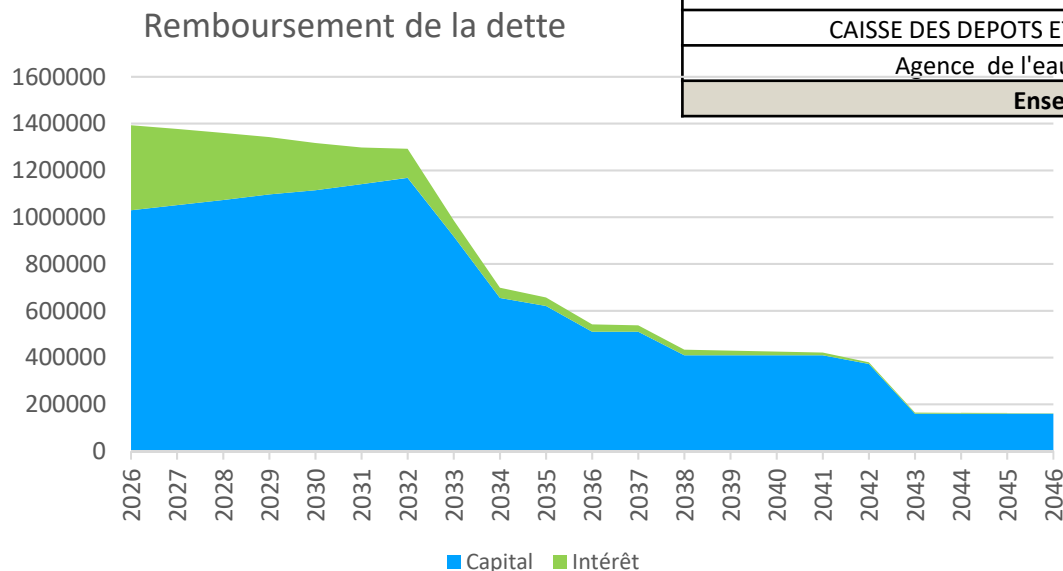


Encours au 31/12/2026 = 12,5 M€ dont 3,41 M€ au titre des produits structurés DEXIA

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes	Remboursement capital 2025
12 510 988 €	2,65%	20 ans et 11 mois	14 ans	11	1 030 000 €

Type	Capital restant dû	% d'exposition	Taux moyen Annuel
Fixe	9 488 652 €	75,84%	0,95%
Pente et change	3 022 336 €	24,16%	7,94%
Ensemble des risques	12 510 988 €	100,00%	2,73%

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	4 762 500 €	38,07%
CREDIT AGRICOLE	3 600 459 €	28,78%
DEXIA CL	3 022 335 €	24,16%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 100 000 €	8,79%
Agence de l'eau Seine Normandie	25 694 €	0,21%
Ensemble des prêteurs	12 510 988 €	100,00%



Capacité de désendettement
provisoire
(dette 31/12/25, Epargne
brute/CA 2025) = **4,36 années**
(4,75 en 2024)

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT PRESTATIONS DE SERVICES

FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT

ROB 2026

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT PRESTATIONS DE SERVICES



Le budget Assainissement Prestations de services retrace les flux croisés entre la CASGBS et la commune qui gère la compétence, pour son compte et dans le cadre de la convention signée en décembre 2019.

Ces conventions ayant été modifiées en 2021 à la demande la Préfecture, ce budget retrace désormais uniquement les dépenses et leur remboursement, les recettes étant directement perçues par la CASGBS.

	DÉPENSES 2024		RECETTES 2024	
INVESTISSEMENT	Travaux d'office	300 000	Travaux d'office	300 000
TOTAL		300 000		300 000
FONCTIONNEMENT	Prestations de services et entretien des réseaux	200 000	Refacturation travaux CASGBS	200 000
TOTAL		200 000		200 000

CONCLUSION



Le prochain budget sera construit de façon raisonnée,
en associant préservation de l'épargne et étalement des investissements.

CONSEIL MUNICIPAL du 19 janvier 2026

Merci de votre attention